

Droit, économie, gestion mention droit des affaires, spécialité droit des affaires et de l'entreprise/DJCE

RNCP11088 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Rennes I

<http://www.univ-rennes1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

1 - En fonction de leur évolution de carrière et de leur expérience, les diplômés du Master Mention Droit des affaires, spécialité Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE, spécialité Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE s'insèrent essentiellement :

- dans des cabinets d'avocats d'affaires généralistes ou spécialisés (exemples. Cabinets français : Francis Lefèvre, Fidal) Cabinets anglo-saxons : Freshfields, Landwell, White and Case, Gide, Ernst & Young) en tant que collaborateurs, associés, managing partner,
- de plus en plus, dans les entreprises publiques et privées en qualité de juristes ou fiscalistes en tant que membre d'une équipe ou directeurs de service. Exemples : Daimler-Chrysler, Chanel, Sodexo, LVMH, Yves Rocher,...

2 - De manière plus secondaire, ils s'insèrent aussi :

- dans des études de notaires en tant que pilote des services "sociétés".
- dans des établissements financiers, ils s'intègrent dans les équipes de juristes,
- des cabinets d'expertise comptable, en qualité de responsables des services juridiques.

3 - Ils se voient confier les activités suivantes :

- Dans les cabinets d'avocats et entreprises : il sont chargés du conseil aux entreprises, contribuent à l'aide à la décision, à l'optimisation des règles juridiques et fiscales, au règlement des contentieux devant les juridictions ou dans le cadre d'arbitrages, à la mise en place de processus de gestion des risques juridiques et fiscaux, à la mise en place de processus de contrôle des documents juridiques et fiscaux,...
 - Dans les études de notaires : ils sont en charge des aspects juridiques et fiscaux dans les opérations de restructuration d'entreprise, de constitution de sociétés, d'achats de fonds de commerce,....
 - Dans les établissements financiers : ils sont en charge des aspects juridiques des opérations de financement de projets à l'interne comme à l'international (aspects financiers et bancaires),
- Dans les cabinets d'expertise comptable, le diplômé est en charge du suivi juridique des dossiers clients

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le diplômé du master mention Droit des affaires, spécialité Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE est capable de :

- appréhender l'environnement du client ou de l'entreprise dans sa globalité et sa transversalité (fiscale, sociale,

concurrence, propriété industrielle, financier, sociétaire ou contractuelle, organisationnelle et managériale),

- d'analyser une situation économique complexe au regard du droit et de la fiscalité, à l'interne comme à l'international,
- modéliser une situation d'entreprise au regard des règles juridiques et fiscales,
- d'identifier et qualifier les objectifs et les contraintes de l'entreprise et du client,
- d'identifier et qualifier les problèmes juridiques et fiscaux à résoudre : pour ce faire, il met en œuvre ses aptitudes à la transversalité,
- proposer des processus d'ingénierie juridique, financière, fiscale et sociale innovants et ajustés à la situation économique et à la vision d'entreprise portée par le dirigeant,
- mettre en place des stratégies judiciaires de manière à éviter des procès trop lourds, amener à la négociation,...
- proposer et élaborer des stratégies de négociation,
- articuler droit public et droit privé : mettre en place des partenariats public/privé, accompagner les dossiers juridiques de privatisation,
- appréhender la culture des organismes d'état pour négocier du pré-contentieux, du contentieux ou des autorisations : DGCCRF (concentration d'entreprises), services fiscaux, DRTEFP,...
- appréhender le droit sa structure, sa logique et son esprit pour faciliter la veille juridique et fiscale interne, communautaire et internationale et anticiper les évolutions fondamentales,
- mettre en perspective les données, juridiques et fiscales avec les évolutions et les actualités économiques et politiques,
- élaborer, respecter et faire respecter les processus qualité de la démarche d'accompagnement juridique et fiscal,
- s'intégrer et être actif dans des réseaux d'échanges d'idées,
- activer des réseaux pour mettre en relation les clients avec des partenaires,
- d'animer des réunions,
- de s'adapter à des interlocuteurs dont la culture et les enjeux sont hétérogènes,
- de déployer des compétences managériales : choix des compétences, animation d'équipe ou de projets, recrutements,.....
- lire, comprendre, s'exprimer à l'oral et à l'écrit en anglais.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Cabinets d'avocats
- Entreprises
- Etudes de notaires
- Etablissements financiers
- Cabinets d'expertise comptable

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les emplois accessibles et déjà occupés par les diplômés du Master Mention Droit des Affaires, spécialité Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE sont les suivants :

- avocat (sous réserve de l'obtention du diplôme d'avocat),
- notaire (sous réserve de l'obtention du diplôme)
- juriste
- fiscaliste
- responsable de service juridique ou fiscal
- administrateur judiciaire sous réserve de l'obtention du diplôme requis
- consultant
- dirigeant d'entreprise
- inspecteur des impôts sous réserve de réussite au concours des impôts

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

M1 - Jury composé d'enseignants-chercheurs et professionnels intervenants dans le diplôme

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury composé d'enseignants-chercheurs et professionnels intervenants dans le diplôme

COMPOSITION DU JURY — VAE

Composition du jury votée par L'Université de Rennes 1

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
--	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

Site du centre de recherche : www.cda-pr.univ-rennes1.fr

Sites pour le DJCE: www.djcerennes.fr - www.fnjde.fr – www.andjce.fr

université de Rennes 1

Faculté de Droit et Science Politique

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/11088/>